

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Ni partition ethnique ni protectorat

Droit à l'indépendance du Kosovo

- International -

Date de mise en ligne : dimanche 13 juin 1999

Démocratie & Socialisme

L'OTAN nous a ramené, après 75 jours de terreur, en deçà du contenu des accords de Rambouillet. En lisant et relisant les "10 points" qui fixent l'arrêt de la guerre, on ne peut que constater : l'OTAN et les USA n'ont pas imposé en juin 99, au pouvoir de Belgrade, ce qu'ils prétendaient lui imposer en mars 99.

Une immense tragédie s'est déroulée depuis le 24 mars : on est passés d'un conflit grave qui durait et s'aggravait depuis dix ans, d'une demi-guerre civile larvée et masquée, à une épuration ethnique criminelle encore plus accentuée par les bombardements, à une déportation ouverte massive d'un million de Kosovars, aux bombes, aux viols, aux exécutions, aux tortures exercées par les militaires et paramilitaires serbes nationalistes, à la destruction, en même temps, des biens collectifs de 16 millions de serbes, à une guerre quasi totale, quoique menée de haut et de loin, (zéro mort pour les militaires, des dizaines de milliers pour les civils) avant d'en revenir à un stade antérieur, à un "retour" lent et méfiant, à des reconstructions hasardeuses et longues, à une misère plus grande, à des revanches amères entre pauvres gens déboussolés et impuissants, à des haines irrationnelles plus fortes, une instabilité aggravée par et dans les ruines.

Une catastrophe pour toutes les parties en présence :

Le solde est terriblement négatif pour les hommes et les femmes qui vivent sur ces sols, pour les 2 millions d'albanais du Kosovo comme pour les 200 000 serbes de la même province.

Que l'OTAN, en faisant reculer la Serbie de 50 ans en arrière, ait contraint Milosevic à négocier pour en revenir en deçà du contenu des Accords de Rambouillet, ne résoudra sûrement pas la situation des Balkans : cette guerre est un désastre, une catastrophe humanitaire, pour toutes les parties en présence.

La "méthode" de l'OTAN, (60 jours de négociations au forcing, ultimatum inacceptable puis 73 jours de bombardements, causant la destruction d'une région entière) laissera des traces durables, sinon irrémédiables, contraires au but affiché : la Fédération unie des Balkans n'est pas pour demain. Les clivages nationalistes ont été gravés encore plus durement qu'ils ne l'étaient, dans les sillons des bombes. Les crimes de Milosevic et de ses sbires apparaissent encore plus au grand jour : villages détruits, population terrorisée, volée, violée, torturée, massacrée... Les 75 jours de bombes ont été aussi 75 jours de barbarie.

Tant que tous les ponts, les usines, les moyens de communication et de production, les hôpitaux, les écoles, les routes, n'auront pas été restaurés, et même quand ils l'auront été, (et l'on sait qu'il y sera investi moins de moyens que pour la guerre elle-même), dans des décennies, plusieurs générations se souviendront des morts et des souffrances, et rejureront les causes et les effets de la guerre. Certes Milosevic sera condamné au Tribunal de l'Histoire, mais les chefs des bombardeurs, les marchands d'armes, les pilotes sans visage d'avions furtifs, ne seront pas oubliés par le jugement des consciences : il y avait une autre voie que cette horrible guerre pour faire triompher le droit, la paix et la justice.

L'éthique mondialisée a triomphé ?

Cohn-Bendit, nous enseigne dans "Libé" du samedi 5 juin, que c'est "le triomphe de l'éthique sur l'état". Notre libertaire anti-Etat des années 68 doit sûrement rêver : il nous défend le monde nouveau où "nul" n'hésite plus à faire triompher la morale, le droit, même par dessus les frontières, envers et contre les États de... non-droits. Il voit dans l'action de l'OTAN un grand élan universaliste qui se relie au siècle des Lumières, sous le flambeau de William Clinton, de Jaime Shea, et Westley Clarke. Il loue une "guerre désintéressée".

"Enfin", dit-il une guerre pour le droit, pour la morale, pour l'humanitaire, enfin des bombes propres, des hélicoptères Apache progressistes, des "alliés" sains, des idéaux illuminants les porte-avions, des missiles Tomahawks salvateurs, des avions furtifs miraculeux, des chars blindés du "bon côté". Et Cohn-Bendit, un moment, en a exigé davantage, il a même osé réclamer une "guerre terrestre" (des fantassins braves et courageux, des G.I.'s libérateurs, une internationale terre à terre, reliant Matra et le Pentagone pour la bonne cause, le Pape, la Bundeswehr et la Légion, tous les meilleurs "professionnels" de la guerre et de la morale, européens et américains). "Dany" nous promet ainsi un "nouvel ordre mondial" pour le siècle à venir : dans la prolongation du Kosovo, on changera l'ONU, selon lui, et "à la majorité qualifiée", "on" décidera d'intervenir partout où la morale et le droit seront violés, "on" protégera le pauvre et l'orphelin, partout, des dictateurs, des monstres totalitaires.

Vive la mondialisation morale et militaire, vive l'extension de l'action de l'OTAN des Balkans à la planète entière ! Le Tibet, les tatars, les tchetchènes, Timor, et peut-être, si Washington y pense, les indiens du Chiapas et les kurdes, n'ont plus qu'à attendre que les actuels bombardiers US et les futurs bombardiers de la défense européenne les sauvent !

Le pire, c'est que ce discours et ce qui s'est passé au Kosovo, ouvrent la possibilité, en ce 21^e siècle, d'une nouvelle guerre mondiale.

Une guerre impérialiste au nom de "l'humanitaire" :

Hélas, Cohn-Bendit, n'est pas le seul, ni le pire, ni le plus dangereux, il ajoute son folklore de libertaire-libéral à celui de toute la pensée unique américaine elle-même guidée par les fabricants d'armes de missiles, de "guerre des étoiles", souhaitée par tous ceux qui ont intérêt au renforcement économique, politique, diplomatique, militaire, culturel de l'impérialisme US sur les cinq continents.

Les USA n'étaient ni altruistes, ni désintéressés, ni excusables par "l'humanitaire". Hier, l'Angleterre régnait sur les mers, aujourd'hui les USA régnaient dans les airs, et les mêmes réflexes impérialistes, commerciaux, militaristes, les poussent à user de leur force pour dominer le monde qui leur permet de faire des affaires.

Toutes les guerres ont toujours eu un prétexte humanitaire, toutes ont toujours été déclarées "au nom de la justice", de la paix à défendre, ou au nom de la lutte contre la tyrannie de dictateurs odieux. (Est-ce parce que Videla était un odieux dictateur criminel argentin, qu'il fallait aider la libérale et démocratique Margaret Thatcher, amie de Pinochet par ailleurs, à gagner sa guerre des Malouines ?).

En répondant à l'invitation européenne, en s'imposant par les bombardements, les USA ont promu non seulement la vente de leurs armes, mais ils ont renforcé leur suprématie économique, répandu un peu plus leur "modèle culturel", ils étaient des calculateurs cyniques, peu soucieux en dernière instance de la démocratie qu'ils prétendent défendre, ils oublieront vite les droits des albanais du Kosovo, et ne leur faciliteront ni l'indépendance, ni la reconstruction.

Ce n'est pas par éthique que les européens et les USA ont truqué les conditions des négociations de Rambouillet au point de rendre inévitable la guerre qu'ils ont ensuite menée.

Tricherie confirmée lors des Accords de Rambouillet :

Jonathan Eyal directeur des recherches stratégiques du Royal United Services Institute avoue des choses extraordinaires dans une interview au Monde du 8 juin, (p 4) :

Droit à l'indépendance du Kosovo

"Beaucoup de mythes sont nés autour du document (initial des accords de Rambouillet) Il est vrai et Slobodan Milosevic l'a d'ailleurs tout de suite souligné dans ses conversations avec MM Ahtisaari et Tchernomyrdine qu'il n'est plus question d'autoriser les forces de l'OTAN à circuler librement dans l'ensemble du territoire yougoslave. Pour lui, c'est un point capital et c'est vrai que Rambouillet pouvait lui apparaître plus onéreux."

Assurément puisqu'à Rambouillet, l'annexe B (volet militaire) du texte proposé aux serbes, imposait des conditions tellement éloignées du but proclamé (en revenir à une autonomie du Kosovo) qu'elles étaient totalement inacceptables même par un plus modéré que Milosevic :

"Le personnel de l'Otan bénéficiera, ainsi que ses véhicules, bateaux, avions et équipements, du droit de libre circulation, sans restriction aucune, sur tout le territoire de la république fédérale yougoslave, y compris l'espace aérien et les eaux territoriales associés. Cela inclura notamment le droit de bivouac, de manoeuvre, de logement et d'utilisation de tout lieu ou installation requis à des fins d'appui, d'entraînement, et d'opérations" (section 8). Le "personnel de l'OTAN sera protégé contre toute poursuite ou enquête faite pes les autorités yougoslaves" (sections 6 à 7). "L'Otan pourra utiliser gratuitement les aéroports, les routes, les chemins de fer, les ports et télécommunications" (sections 11 à 15). Le texte prévoyait même que "l'économie du Kosovo sera régie par les principes du marché libre" (chapitre 4a, article 1).

Est-ce que toutes les parties prenantes à Rambouillet étaient d'accord sur l'ultimatum contenu dans le texte, fort éloigné des préoccupations 'humanitaires', "désintéressées", affichées ?

Non, répond, Jonathan Eyal, dans Le Monde du 4 juin : *"Il y avait ce mythe que nous étions tous unis derrière ce document et notamment son protocole militaire. c'est faux. La réalité est que nous avons promis aux Russes de les consulter avant de soumettre ce protocole aux serbes et que nous n'avons pas tenu cette promesse.*

Le second point concerne la partition du Kosovo. De facto sinon de jure elle aura lieu puisqu'il semble clair désormais que même s'il y a un commandement unifié des forces internationales qui vont se déployer au Kosovo, il y aura aussi un lieu de déploiement particulier des forces russes...

Le troisième point, très curieux est que lors des accords de Rambouillet, nous avons soigneusement mis en place toutes les structures politiques du Kosovo pour l'avenir et qu'aujourd'hui, après dix semaines de guerre, nous n'en faisons même plus mention."

Ainsi, il est confirmé, par cet interview autorisé, s'il en est, qu'à Rambouillet il avait bel et bien été demandé à Belgrade d'accepter les troupes de l'OTAN, **sur tout le territoire yougoslave...** et pas seulement au Kosovo. Il est confirmé que sur ce point, tous les alliés n'étaient pas "unis"... ils savaient qu'exiger un tel droit de passage sur le territoire yougoslave dépassait le problème du Kosovo était une condition inacceptable. On apprend aussi que les Russes n'avaient pas été consultés sur ce point... qui pourtant avait été soumis à Milosevic.. et qui a rendu impossible un accord à ce moment-là... Enfin on apprend que, sur ce même point, après 75 jours de bombardements, l'OTAN y renonce et qu'elle a aussi renoncé à préciser les futures structures du Kosovo, écartant l'UCK, supprimant un référendum qui était prévu, et acceptant de facto une partition...

Joli tour de passe-passe ! On suppose que tous ceux qui manifestaient pour soutenir les Kosovars, et la guerre menée par l'OTAN, en nous dénonçant comme des "munichois", des "pacifistes", des "complices" de Belgrade, vont manifester contre cette issue politique concrète aujourd'hui finalisée par les vainqueurs "humanitaires" "démocrates" et "désintéressés".

Droit à l'indépendance pour le Kosovo :

En septembre 1991, les autorités alors clandestines du Kosovo avaient organisé un référendum où avait participé 87

% de la population qui s'était prononcé à 99 % pour l'indépendance. Ensuite, toutes les élections ultérieures organisées par la société parallèle des albanais du Kosovo ont confirmé ce choix. Ibrahim Rugova, élu, président, se prononçait pour l'indépendance, même s'il différait sur les moyens d'y parvenir. De 1991 à 1999, l'aide économique, politique, financière, humanitaire, de l'Europe à ce peuple opprimé par Belgrade fut totalement insuffisante sinon nulle, alors... que le prix d'un avion furtif, sans parler des milliards dépensés par la guerre, leur aurait permis, beaucoup plus sûrement, d'affirmer leurs droits et libertés.

Aujourd'hui, après cette guerre destructrice, l'OTAN force les Kosovars à accepter la tutelle de Milosevic, garantit à Milosevic le contrôle des frontières, le retour de policiers et militaires serbes, la démilitarisation de l'UCK. L'ONU prévoit de nommer un "administrateur", fait du territoire un "protectorat" pour des années, voire des dizaines d'années, légitime la partition entre serbes du nord et albanais du sud et exclue toute consultation démocratique des populations concernées.

L'indépendance avec le respect des droits des minorités est la seule alternative à la partition et au "protectorat" de type colonial. Le retour des serbes qui n'ont pas participé aux crimes doit être garanti dans un Kosovo pacifié, indépendant, avec des institutions démocratiques, et l'égalité des droits civiques pour tous ceux qui vivent et vivent désormais sur ce sol.

Gérard Filoche